

**Colloque «Parlementaire: une fonction ou une vocation ? »**  
**Parlement de la fédération Wallonie-Bruxelles – mardi 18 novembre 2014**

Le mardi 18 novembre, les élections furent au centre du débat au sein de l'hémicycle de la Fédération Wallonie Bruxelles, avec le concours de députés (actuels et anciens) et de quelques étudiants. Et ce avec pour base le livre de David Van Reybrouck « Contre les élections ».

Un débat... houleux en perspective, tant la question est complexe.

Pour commencer **Valmy Féaux**, président de l'association des Anciens parlementaires francophones, nous a fait un résumé exhaustif de sa lecture qui a permis à ceux qui ne l'avaient pas (ou peu) lu de pouvoir se faire une idée de l'approche du sujet.

## **Résumé du livre**

Voici donc les notions principales dont parle David Van Reybrouck. Mais tout d'abord précisons que l'auteur n'a pas répondu par la positive à l'invitation faite quant à sa présence lors de cette réunion car, dit-il, « je n'ai rien à dire, tout est dans mon livre ».

Tout d'abord, qui est l'auteur ? David Van Reybrouck est un belge néerlandophone, auteur de « Congo une histoire », il est également initiateur du G1000 qui se veut être une réflexion sur une meilleure organisation de la démocratie.

Et que dit-il ? On constate un paradoxe car il y a à la fois une aspiration à la démocratie et en même temps un manque d'enthousiasme à l'égard de la démocratie, même un reflux.

Mais qu'est-ce qui est caractéristique d'une démocratie ? C'est l'équilibre entre l'efficacité et la légitimité, c'est cet équilibre qui permet de maintenir la démocratie en marche. Or en Occident nous vivons une crise de légitimité et d'efficacité.

-De légitimité suite au taux d'abstention en hausse, à la baisse considérable d'adhérents dans les partis et enfin la volatilité des électeurs qui est symptomatique d'une crise de confiance.

-D'efficacité avec des négociations pré-gouvernementales de plus en plus longues, des attaques contre les partis gouvernants de plus en plus sévères et enfin une action politique de plus en plus impuissante. En découle une « fatigue démocratique ».

Mais qui est responsable ?

- Les hommes politiques (de plus en plus coupés des besoins et griefs de la population ce qui donne un véritable terreau aux partis populistes),
- la démocratie (lenteur et complexité des prises de décisions favorisant la technocratie),
- la démocratie représentative (ses structures et rituels sont « vermoulus »),
- la démocratie électorale (nous sommes des fondamentalistes des élections représentatives, alors que les élections sont d'application depuis seulement 2 siècles et ont connu 5 changements dans le temps (la naissance des partis, le suffrage universel, la société civile organisée, la domination des médias commerciaux et l'apparition des médias sociaux) qui ont radicalement ou presque changé le sens du mot démocratie à chaque fois.

Et qui plus est, dans l'histoire, la démocratie a connu bien des formes avant d'aboutir à celle que nous connaissons actuellement. Avec Athènes (son tirage au sort, sa rotation et limitation à deux mandats non consécutifs avec cette idée que la liberté c'est d'être tour à tour gouverné ou gouvernant) et puis est arrivée la République romaine qui sonne la fin du tirage au sort. Cette vision de la république va perdurer dans les villes italiennes et ce n'est qu'au siècle des Lumières que l'idée du tirage au sort resurgit avec Montesquieu, Diderot et d'Alembert, mais combiné avec les élections. Les révolutions américaine et française vont enterrer toutes idées de tirage au sort et appliquer la « république aristocratique » comme moyen suprême de démocratie. Mais alors comment l'aristocratie reçoit-elle la légitimité démocratique ? Par le droit de vote, par la constitution ou encore la déclaration universelle des droits de l'homme (qui va sacraliser le système électif).

Que faire pour retourner, aller vers une « véritable » démocratie ? Quels sont les remèdes disponibles ?

- La démocratie délibérative (tirage au sort au sein de volontaires et délibération avec des experts),
- La démocratie participative (les tirés au sort sont associés de façon consultative à la gestion de la cité avec comme exemple phare le referendum ( mais qui reste une réaction avec ses tripes et non avec son cerveau),
- Les assemblées tirées au sort (en France, le Projet d'Yves Sintomer: une 3<sup>ème</sup> chambre de candidats volontaires qui suivent une formation, centrée sur des thèmes à long terme, le tout avec une durée et une rémunération de mandat égale aux autres élus)

Et l'incompétence ? La politique est très complexe, est-ce à la portée de tous ? David Van Reybrouck balaye l'argument du revers de la main en soulignant qu'il fut utilisé jadis contre le vote des femmes.

David Van Reybrouck propose quant à lui un système bi-représentatif avec une Chambre d'élus et une Chambre de tirés au sort.

*“Il est moins une, il est plus que temps, nous n'avons plus beaucoup de temps, car nous devons décoloniser la démocratie, nous devons démocratiser la démocratie”.*

## Les réactions

Le décor ainsi planté le débat pouvait commencer, et rapidement plusieurs politiques se sont succédé à la tribune. Issus de différents horizons, les avis étaient pour le moins divergents avec rapidement des pourfendeurs et des défenseurs du tirage au sort.

Le tirage au sort, solution ou illusion ?

Illusion pour certains tant son application est nébuleuse et naïve, bien trop utopiste. Nébuleuse car très complexe à mettre en œuvre et sous quelles modalités ? Qui est tiré au sort ? Où ? Comment ? Et la délibération dans tout ça ? Ce ne sont que quelques citoyens chanceux qui vont régir les débats en tant « qu'experts » mais comment les choisir ? Sur base d'un dossier ? Qui établit le schéma, au nom de quoi, de quelles règles ? Et qui tire les ficelles ? Les tirés au sort ne vont-ils pas paraître pour des alibis aux yeux de ceux qui ont le pouvoir en mains ? Beaucoup de questions donc qui ne rassurent pas **Francis Delpérée, député fédéral** quant à l'utilité démocratique d'un tel système.

Qui plus est, le tirage au sort est un exemple concret de la théorie rousseauiste « le citoyen ne veut que son propre bien » et pourtant comme nous l'a rappelé **Anne Lambelin, députée régionale** « *tout le monde n'a pas envie de faire carrière dans la politique* ». Car la politique est complexe et nécessite de la patience et surtout de la persévérance afin d'arriver à ses fins.

Toutefois, **Manuel Lambert, juriste à la Ligue Belge des Droits de l'Homme**, se distingue en arguant le fait que l'avantage principal à ce système est dans le fait que « *le tirage au sort retire le souci du carriérisme politique* ». Un citoyen tiré au sort aura beaucoup plus de courage politique (car il ne doit pas se faire réélire) et pourra donc travailler sur bien plus de problèmes à long terme. Et de plus, pas besoin d'être expert en communication, il faut juste se pencher sur les dossiers ce qui facilite le travail de réflexion et surtout de décision, car cette dernière ne risque pas de porter préjudice à la personne portant la décision ; on est ici bien plus dans une réflexion qui tient compte de l'intérêt commun.

Mais alors, qu'en est-il de la participation politique ? Des votes blancs ? Aujourd'hui les jeunes se désintéressent de la chose politique, « *les jeunes doivent réapprendre la politique* ». Il est donc temps de réinvestir notre système éducationnel, afin de former des citoyens impliqués et responsables dans la vie collective - dont résulte la politique.

Mais le problème n'est pas simple. En effet n'avons-nous pas un problème de mentalité ? Car comme le souligne Manuel Lambert, comment fait-on pour les jurys d'assises ? On accepte donc d'être jugé par n'importe qui (bien que le jury soit assisté par des professionnels), mais on n'accepterait pas d'être dirigé par n'importe qui ; n'y a-t-il pas là un côté illogique ?

Il est donc temps de réintégrer les mécanismes de démocratie directe dans notre société mais lesquels ? Il y a un danger comme souligne Anne Lambelin lors d'un referendum « *un parti*

*populiste qui s'intègre là-dedans canalise la population derrière lui et ce avec des propos simples mais payants et empêche tout débat constructif ou toute avancée*". Alors que faire pour améliorer la communication, pour que les discours populistes ne soient pas les plus populaires?

## **La parole aux jeunes**

Mais les politiques n'étaient pas les seuls présents dans l'hémicycle. La parole est donnée à la salle, en commençant par des étudiants présents, tous de l'Université de Mons. C'est Violette Brassart qui la première prend la parole, et rapidement mettra le doigt sur le décalage entre le citoyen et le politicien. Elle est rapidement rejointe par Tiphonie Durant qui ira plus loin en rappelant que l'homme/la femme politique est aussi un/e citoyen/ne, et regrette la position « supérieure » que prend quelquefois le politique vis à vis du citoyen.

Ce n'est pas Francis Delpérée qui la contredira, car selon lui « *l'objectif n'est pas que demain, onze millions de personnes soient au courant des techniques parlementaires* ».

Mais pourtant, comme Françoise Dupuis, ancienne présidente du Parlement de Bruxelles, le rappellera, le politique doit se rapprocher du citoyen, il doit être sur le terrain. Il faut également que le politique reprenne le pouvoir économique et social entre ses mains, car aujourd'hui tout se décide ailleurs. Alors comment justifier la légitimité du politique aux citoyens ?

Tout est là. Le sentiment d'impuissance est tel qu'on peut se demander s'il est justifié de reprocher aux citoyens de ne rien faire ? De se perdre dans la complexité de notre société actuelle ? Car c'est un fait : précédemment tout était plus simple en termes de représentation, aujourd'hui la société est certes beaucoup plus fluide mais aussi beaucoup plus éclatée, que ce soit d'un point de vue culturel ou de celui de la politique.

Il faut donc adopter un regard plus global, plus complexe, car il y a aussi beaucoup d'initiatives citoyennes, que ce soit dans un comité de la Croix Rouge ou dans une association de parents. Et c'est là que se situe le rôle du politique : de relayer, d'établir un lien entre les différents constituants de la démocratie, et de recréer - de reconstituer - les connexions qui permettent de faire évoluer la société.

Mais est-ce là le rôle du politique aujourd'hui ? Que peut encore faire le politique, noyé dans toutes ces différentes strates de pouvoir, que ce soit au niveau communal, régional, fédéral ou européen ? Où peut encore agir le politique ? Où peut-il encore exercer la légitimité du pouvoir que lui donne le citoyen ? Est-ce encore possible au milieu des innombrables pressions que font les lobbyistes ? Car, si le politique n'arrive pas à trouver sa place, à reprendre de la voix, comment être le relais du citoyen ?

Une conclusion douloureuse s'impose donc à nous. Car comme le dit Joachim Servanks : « *Si le politique est impuissant, à quoi sert le politique ?* »

Louis Mariage

Étudiant en sciences politiques à l'Université de Mons